

CNRS- INSEA-DULBEA  
**Rabat 11 et 12 avril 2003**

**Marché du travail et genre dans les pays du Maghreb**  
Titre : « femmes et marché du travail au Maroc : vulnérabilité et  
régulations sociales »

**par**

**Mejjati Alami Rajaa**

Université de Fès. Faculté de Droit et Sciences Economiques BP A 42  
Fès Maroc

## **Introduction**

Les structures de l'économie marocaine ont connu de profondes mutations, suite aux politiques macro-économiques de stabilisation menées au cours des années 1980 et 1990 et dans un contexte de mondialisation. Le marché du travail se trouve dès lors soumis à des déséquilibres et des pressions de plus en plus fortes qui se traduisent par de nouveaux ajustements sur le marché du travail, qui modifient le rôle et la place des femmes sur celui-ci : Il s'agit en particulier de la régression relative du salariat stabilisé, de la montée de l'activité des femmes sous des statuts précaires, de l'ascension du secteur informel mobilisant essentiellement des femmes, de l'accroissement du chômage qui les affecte plus particulièrement, avec comme corollaire la montée de la pauvreté sur le marché du travail.

L'objet de cette communication est de mettre l'accent sur les principales caractéristiques de l'activité des femmes sur le marché du travail au Maroc dont la vulnérabilité est un des traits majeurs. Il s'agit du nonaccès ou du très faible accès des femmes au marché du travail formel et qui s'accompagne notamment de formes d'appauvrissement. Cette vulnérabilité et pauvreté se manifestent à travers l'évolution de l'accès limité des femmes à l'emploi, sous des statuts précaires à travers des formes d'insertion hors marché, des stratégies familiales de recherche de complément de revenus, dans les secteurs d'activités les plus soumis à l'informatisation .

L'hypothèse principale est que l'étude de la situation des femmes sur le marché du travail, ne renvoie pas uniquement à leur situation professionnelle mais aussi renvoie à la place des femmes dans la société. En raison de l'enchevêtrement entre les logiques sociales, économiques, culturelles qui sont au cœur du travail des femmes, la compréhension de celui-ci et leur place sur le marché du travail requiert l'introduction dans l'analyse d'autres dimensions que la dimension économique; Il s'agit d'insérer dans l'analyse la prise en compte des formes institutionnelles et les modes de régulation sociale du marché du travail, la dimension du "hors travail", qui tiennent compte de la position des femmes à l'échelle sociale, les rapports de pouvoir (au sein de l'unité de production, de la famille et de la société) et de subjectivité des travailleuses d'intégrer ou de rester dans le marché du travail. D'où la nécessité d'une approche qui fait appel à plusieurs champs théoriques différents.

## **1 question d'évaluation**

Le travail des femmes au Maroc occupe une place très importante et comme dans de nombreux pays en développement (même les pays industrialisés), il existe de toute évidence une sous-estimation du travail des femmes dans les statistiques de la main d'œuvre et de la comptabilité Nationale. Ainsi sur le plan méthodologique, l'étude du travail des femmes au Maroc se heurte à des restrictions. Quand il s'agit de l'aborder, les statistiques de la main d'œuvre sont non seulement peu fiables, mais ont été conçues principalement pour recueillir des données sur les activités économiques rémunérées stabilisées et formelles dont sont exclues, la grande majorité des femmes. Dans le secteur informel les données sont inexistantes. L'activité des femmes souvent saisonnière, partielle ou à domicile, dans certains cas, cachées ou peu visible est

d'appréhension délicate. Les formes de salariat classiques enregistrables ne sont guère dominantes. Dès lors, les efforts visant à comptabiliser le travail non rémunéré est d'autant plus délicat qu'il s'agit des femmes opérant dans des activités informelles qui se heurtent elles-même au problème d'évaluation, qu'elles soient exercées par des hommes ou par des femmes. Au sein de ce secteur, les rapports de travail revêtent d'autres formes : travail occasionnel, indépendant, saisonnier, aides familiaux, auto-emploi, pluri-activité, travail à domicile des femmes, statuts de travail hybrides où s'entremêlent salariat et non-salariat, posent un délicat problème d'évaluation tout en infirmant le fonctionnement "classique" du marché du travail. C'est dire que les données qui suivent sont à prendre avec grande précaution.

## **2- L' accès limité des femmes à l'emploi.**

La situation des femmes sur le marché du travail est paradoxale. Dans le monde on assiste à une montée de l'activité féminine et une mutation sans précédent de leur situation mais sans que les inégalités ne baissent. Les données relatives à la population active urbaine font apparaître un accroissement régulier du taux d'activité des femmes et un chômage de plus en plus important.

### *2.1. La montée des taux d'activité des femmes*

L'évolution du taux d'activité féminin permet d'apprécier les transformations du rôle et de la place des femmes sur le marché du travail. *Le taux d'activité des femmes*<sup>1</sup> (15 ans et plus) est un indicateur qui traduit l'attitude des femmes à l'égard du marché du travail, cette attitude étant elle-même déterminée par les possibilités qui leur sont offertes sur le marché du travail.

L'examen des données fait apparaître que si la proportion des femmes dans la population active n'a pas cessé de croître au cours de la décennie 1980 (20% en 1982 et 29% en 1990), la décennie 90 marque quelques recul du taux de féminisation (23,2% en 1998 et 25,3% en 1999) .

En milieu urbain le taux d'activité des femmes a connu une croissance plus prononcée, doublant au cours des années 1980 (8% en 1982, 16,8% en 1990)<sup>2</sup>. Les années 1990 marquent une évolution irrégulière mais avec la même tendance: 23,6% en 1997, 21,8% en 1998, 22,8% en 1999 et 21,3% en 2000, 20,3% en 2002. En fait, en dépit de cet accès de plus en plus important des femmes au marché du travail urbain, celui-ci reste limité relativement aux hommes (74,% en 2000 et 72,1% en 2002). Cette croissance, révélatrice de l'importance de la mobilisation la main d'œuvre féminine, pour contrecarrer les effets de la crise est, selon les projections du BIT, appelée à se poursuivre à un rythme plus accéléré au Maroc que dans les autres pays du Maghreb. ( 30.9% en 2010)<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> C'est le rapport de la population active féminine à la population active totale.

<sup>2</sup> RGPH 1971, 1982 et population active urbaine.

<sup>3</sup> BIT. Population active 1950-2025. Genève 1986.

## 2.2-Le chômage.

L'indice le plus significatif des difficultés d'insertion sur le marché du travail est la montée du taux de chômage. Celui-ci se développe durant les années 1980 et 1990, se manifeste sous des caractéristiques nouvelles et touche des catégories qui jusque là étaient épargnées. Le taux de chômage en milieu urbain est passé, de 9% en 1980 à 20,6% de la population active en 1991<sup>4</sup>, 22% en 1999 et 21,5% en 2000, ! avec une tendance à la baisse depuis cette date (19,5% en 2001 et 18,2% en 2002).

Certes, les données montrent qu'il existe une corrélation négative entre l'âge et le chômage, ce dernier baissant au fur et à mesure que l'on se situe dans les tranches d'âge supérieures. Ceci semble confirmer la thèse selon laquelle les jeunes sont plus vulnérables en raison de leur manque d'expérience professionnelle entre autre. Cependant à regarder de près, plusieurs indicateurs suggèrent que les nouveaux arrivés sur le marché du travail affrontent des difficultés plus que transitoires.

Les données des enquêtes relatives à la population active urbaine permettent de saisir la mesure du type de chômage qui se développe.

Tableau 1: Population en chômage selon la durée de chômage.

	1984	1992	1993	1999
moins de 3 mois	17,3	13,2	11,8	
3 à moins de e 6 mois	11,9	1,3	10,6	
6 à moins de- 12	10,3	7,7	9,4	
12 mois et +	54,7	65,0	67,6	74,4
Non déclarés	5,8	0,3	0,6	

Source: ENPAU 1992, et 1993. activités, emploi et chômage 1999 Direction de la Statistique.

La part des chômeurs de longue durée (douze mois et plus) ne cesse d'augmenter jusqu'à devenir largement prédominant. Le chômage ne semble pas être lié à un déséquilibre temporaire, mais marque plutôt les déséquilibres profonds et structurels qui s'opèrent sur le marché du travail. D'une manière générale, les catégories les plus touchées sont des jeunes, les diplômés et bien évidemment les femmes.

<sup>4</sup> ibid. p. 192

### 2.3. Caractéristiques du chômage des femmes :

En dépit d'une féminisation de la population active, les femmes sont plus touchées que les hommes par le chômage, durant les années 1980 et 1990. En 1990, le taux de chômage féminin, s'établit à 20.4% en milieu urbain, contre 14.2% pour les hommes. En 2001, l'écart se creuse ; Le taux de chômage est de 26,9% pour les femmes contre 18% pour les hommes<sup>5</sup>.(voir tableau annexe)

La montée du chômage des femmes est le signe d'une plus grande fragilité de leur insertion. Elle est certes, à mettre en relation avec la place des femmes dans le hors travail et la sphère domestique. Mais elle est liée en grande partie à la nature du système productif dont la caractéristique principale est d'entretenir la précarité de l'activité féminine, sous la forme d'une main-d'œuvre occasionnelle circulant entre pôle formel et pôle informel, selon les aléas des marchés extérieurs (textiles, cuir et confection. A ce niveau, il est significatif de noter que la légère embellie de l'évolution de l'emploi au cours des deux dernières années (2001-2002) dans le milieu urbain n'a guère affecté le milieu rural où la situation demeure sinistrée. Bien plus, elle n'a pas eu de répercussions favorables sur les femmes puisque les chutes les plus notables de l'emploi sont le fait du secteur textile bonneterie (-7%) et de l'agriculture (-14,2%) , qui concentrent la plupart des effectifs de femmes.

. D'une manière générale le chômage des femmes continue à affecter particulièrement les *jeunes* entre 20 et 24 ans, même si on constate une légère baisse depuis une décennie (36% en 1984 et 33,9% en 1997). Le taux relatif à cette catégorie est largement supérieur aux autres tranches d'âge et à la moyenne nationale. La décomposition selon le sexe, révèle toutefois une plus grande vulnérabilité des femmes. Les données relatives au taux de chômage par âge révèlent à cet égard que la catégorie des 20-24 ans femmes en souffre plus que les hommes (35,5% contre 33,1%). En somme, c'est dans cette catégorie que le chômage est le plus préoccupant, là où le taux d'occupation est traditionnellement élevé.

Par ailleurs, quel que soit le sexe, *les taux de chômage croissent avec les niveaux d'instruction*. Néanmoins, la situation des femmes est beaucoup plus problématique en particulier pour les diplômés du supérieur qui trouvent plus de difficultés à s'insérer dans le marché du travail (voir annexe). La vulnérabilité des femmes sur le marché du travail n'est pas indépendante du niveau d'instruction. En 1998, le taux de féminisation de la population au chômage s'élève à 46% pour les diplômées du supérieur, alors que ce taux est plus faible pour les diplômés de niveau moyen(29,4%) ou des sans diplômes(ENPAU 1998. Le taux de chômage des femmes croît avec le niveau d'instruction dans des proportions encore plus considérables que les hommes.

*Le chômage des femmes est plus structurel* (dure plus longtemps) et résiste plus à la reprise économique .Le caractère *structurel du chômage* qui se consolide touche davantage les femmes que les hommes puisqu'en 1993, 71,1% des femmes sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an contre 66% des hommes. Ceci confirme le fait que les femmes soient particulièrement vulnérables et reflète le déséquilibre structurel qui domine le marché du travail. Le chômage qui est un phénomène d'insertion, atteint

---

<sup>5</sup> Population active Urbaine, Direction de la Statistique, 1990 et activité, emploi et chômage 2000, DS

les tranches d'âge où le taux d'occupation est traditionnellement le plus élevé<sup>6</sup> et de plus en plus, des couches de la population jusque là épargnées.

### 3- Statuts précaires : ségrégation sur le marché du travail

L'augmentation du taux d'activité des femmes ne s'est pas toujours accompagnée d'une amélioration réelle de leurs conditions de vie et de leur statut sur le marché du travail. La crise de l'emploi de même que la mondialisation peuvent ne pas chasser les femmes du marché du travail mais précariser leurs conditions de travail.

#### 3.1 Une salarisation précaire et en perte de vitesse

Durant les années 1980 et 1990, la salarisation recule! Alors que la décennie 1970 fut marquée par un accroissement de la proportion des salariés au sein de la population active urbaine, il n'en va plus de même au cours de la décennie 80 et 1990 où on assiste à une décade. La part du travail salarié dans l'emploi total chute ( de 69.3% en 1982, à 60.3% en 1990 et 59% en 1992)<sup>7</sup>. Non seulement le salariat régresse mais il contribue de moins en moins aux nouveaux emplois qui se créent<sup>8</sup>. Il faut ajouter également que le salariat dont il est question ne doit pas faire illusion. Excepté pour une minorité le salariat se caractérise par une forte instabilité et mobilité<sup>9</sup>. En quelque sorte, la tendance qui se dessine est bien celle de l'effritement de la relation salariale signe de l'informalisation de l'emploi qui semble s'accélérer. En revanche la montée des formes d'emploi non salariales s'accélère et tout porte à croire que la restructuration du marché du travail a induit l'expansion de relations d'emploi atypiques dont les femmes partissent le plus. La montée de formes d'emploi précaire non salarié peut être repérable à travers les statuts dans la profession.

Tableau 3 : Evolution de la structure de la population active selon la situation dans la profession (en %).

	1982	1985	1986	1987	1989	1990	1997	1999
Salariés	69.3	65.5	66.7	66.2	60.0	60.3	64,6	63,2
Indépendants	21.7	17.	15.8	15.2	17.4	17.6	20,2	27,2
Employeurs	4.3	2.6	3.0	3.4	3.6	3.7	3	

<sup>6</sup> Pour plus de détails, voir C.Morisson op. Cit. 1991, p.50

<sup>7</sup> RGPH 1982 et Enquête sur la population Active Urbaine, DS, 1990.

<sup>8</sup> Ainsi parmi « parmi les 60.000 emplois créés entre 1986 et 1990, seuls 30% sont des postes salariés, le reste est imputable à l'expansion de l'emploi informel », voir à ce propos "Poverty Adjustment and growth" Kingdom of Morocco, Banque Mondiale, July 1993.

<sup>9</sup> Cette « fixation restreinte du salariat » s'explique à la fois par facteurs historiques, des variations conjoncturelles que par le régime d'accumulation et les nouvelles modalités de gestion de la main d'œuvre

Travailleurs à domicile	-	6.0	6.6	6.6	7.3	7.0	4	-
Aides familiaux	4.7	2.9	3.1	3.5	4.5	4.8	6,8	7,2
Apprentis	-	3.3	2.9	3.1	3.8	3.5		
Associés ou membres d'une coopérative	-	1.7	1.5	1.7	2.7	3.4	-	-
Autre statut							1,2	2,4

Source : Direction de la Statistique ; Population active urbaine et activité emploi et chômage

### *la montée des formes non salariales*

-La montée des travailleurs indépendants est incontestable: Ceux-ci constituent la deuxième catégorie importante de la population active contribuant de la sorte à 99.3% de l'ensemble des créations d'emploi tous statuts confondus, entre 1991 et 1992 ! Le taux d'emploi indépendant passe de 28,2% en 1985 à 32,8% en 1993.

-La recrudescence des apprentis des aides familiaux, des travailleurs à domicile, des petites associations et de la *multi-activité* révèle la précarisation du marché du travail. Plus que les autres formes non salariales, ce sont ces catégories qui semblent s'être le plus consolidées puisque qu'elles ont enregistré une progression annuelle de 12%. La proportion des apprentis et aides familiaux a connu une avancée significative (4.6% en 1979 et 8% en 1990), même si on assiste au cours de la décennie 90 à une relative baisse.

-Il en est de même des travailleurs à domicile et des associés dont les effectifs auraient plus que doublé. Ajoutons que *La pluri-activité* (cumul d'une activité salariée et non salariée, souvent indépendante dans le Secteur informel), liée souvent à la régression des niveaux de vie des ménages urbains, et à la montée de l'emploi temporaire tend à devenir une pratique courante. Or cette multi-activité n'est pas appréhendée non plus par les enquêtes.

### *3.2 La montée des formes non salariales féminines : plus de précarité*

La percée des formes non salariales montre le caractère de plus en plus précaire de l'emploi qui se développe. Cette tendance est plus forte parmi les femmes, comme on peut le constater à travers les données de l'enquête sur la famille(annexe 3).

Les femmes participent plus que les hommes sous le statut *d'aide familiale* et de travailleuse à domicile, en somme sous des statuts précaires caractéristiques du secteur informel. Ces deux statuts prédominent chez la femme : 41,7% des femmes actives *sont aides familiales* contre 16,9% pour les hommes avec des proportions encore plus significatives en milieu rural où elles sont mises à contribution dans l'artisanat, les travaux de la laine, la poterie, la vannerie. Ainsi, en 2001 83,9% des femmes qui travaillent dans le milieu rural sont des aides familiales. Le recours à cette main d'œuvre

s'avère d'autant plus fonctionnel que ce qui distingue cette catégorie c'est le caractère non marchand de la relation de travail et par conséquent la quasi-gratuité de cette main d'œuvre.

*Le travail à domicile* reste quasi exclusivement réservé aux femmes, la proportion des hommes est insignifiante. Le problème que pose le travail à domicile (quant à son estimation) est un problème *d'exclusion*. Il est considéré comme ne faisant pas partie du champ de l'économie et demeure en dehors du champ des définitions traditionnelles du travail. Le travail à domicile des ménagères n'est pas inclus dans la comptabilité nationale. Le domicile espace traditionnellement non marchand devient aussi un lieu de travail marchand, ambivalence qui explique le caractère extrêmement précaire de cette forme de mise au travail. C'est pourquoi le travail à domicile est considéré non comme une activité mais comme un moyen d'obtenir un revenu supplémentaire. De tradition ancienne, le travail à domicile des femmes semble se redéployer avec vigueur dans un contexte de crise de l'emploi : broderie, couture, petite confection, sont le fait de femmes citadines mais aussi de femmes rurales, migrantes ou des fillettes.

*L'emploi indépendant des femmes* ne doit pas faire illusion puisqu'il est plus le signe de la montée des activités informelles où il s'agit plus de formes d'auto emploi liées à un impératif de survie. D'une manière générale, le travail indépendant est des plus vulnérables. Dans un contexte marqué par une diminution de la part des emplois salariés, par la dégradation des niveaux de vie ou la recherche d'un complément de revenu, l'exercice d'un emploi à compte propre constitue de plus en plus un palliatif au chômage. D'ailleurs les travailleuses indépendantes sont plus fortement présentes dans les activités de services, de commerce, et dans l'artisanat que dans les activités de production. Or celles-ci ne demandent que peu ou aucune formation et peu de capital de départ. Très souvent le statut de travailleuse indépendante se confond avec celui de travailleuse à domicile notamment pour les artisanes (couture, tissage, broderie...). L'industrie en revanche ne semble pas être le lieu d'activité des femmes indépendante dans la mesure où seulement 4,6% des indépendantes y exercent.

Les femmes participent en revanche moins à l'activité à titre *d'employeur* et de salariées. L'accès au salariat stabilisé et protégé est plus problématique pour les femmes que pour les hommes. Le statut d'employeur, dont les attributs sont les capacités de gestion d'autonomie et de responsabilité, ne concerne qu'une infime minorité.

*La grande majorité demeure relativement exclue du salariat comparativement aux hommes.* En 2001, les femmes ne représentent que 26% de l'ensemble des salariés en milieu urbain où, au demeurant le salariat est beaucoup plus élevé que dans le milieu rural. Mais ce qui est important à souligner, c'est que, même quand elles sont salariées ces catégories ne sont pas moins vulnérables, tant au niveau de la sécurité de l'emploi que des salaires perçus puisque les salaires les plus bas sont le fait des branches les plus féminisées<sup>10</sup>. Ainsi, dans le secteur textile cuir et en particulier dans la confection, les impératifs de productivité élevée, de respect des délais de livraison, de réduction des coûts ont amené à introduire plus de flexibilité qui induit une précarisation de plus en plus poussée de l'emploi, des salaires, du statut, de la durée de travail... et les femmes

---

<sup>10</sup> 660 à 750dh dans la confection contre 1400 à 2150 Dh dans l'industrie mécanique.

sont les premières à pâtir de cette situation. Plusieurs exemples peuvent être identifiés, tels que la flexibilité et non-respect de la réglementation de la durée de travail, la non-observation du paiement des heures supplémentaires et l'introduction du salaire à la pièce, le recours à des enfants sous le statut d'apprentis. Il s'agit aussi du recours au travail à domicile des femmes, le non-respect du SMIG, la discrimination en matière de salaire, le recours à des contrats à durée déterminée sans protection sociale ou encore la dégradation de la protection sociale. Il faut ajouter également qu'il ne faut pas se tromper sur la nature du salariat en question puis qu'il ne s'agit pas toujours d'un salariat stabilisé, à plein temps mais que sous ce vocable on intègre à la fois le salariat temporaire, occasionnel et d'autres formes atypiques.

La participation des femmes s'accompagne donc d'un mode d'insertion spécifique, relevant d'une organisation du travail aux marges du salariat et de la montée des formes d'emploi vulnérables. En somme, c'est le secteur informel qui devient le réceptacle privilégié pour les femmes qui montrent ainsi une grande capacité à créer leur propre emploi en acceptant des conditions plus précaires. Le repli sur les activités indépendantes à domicile, de rue ou de petite production, constituent des modalités qui se redéploient, manifestant de la sorte un changement dans la structure du travail des femmes. Les activités informelles de par leur caractère "flexible" et souvent contraintes, permettent de combiner activités domestiques et professionnelles surtout quand elles sont exercées à domicile et nul doute que les orientations actuelles circonscrivent pendant longtemps encore le travail des femmes aux marges du salariat.

#### **4-Les secteurs réceptacles**

Quels emplois occupent les femmes par rapport aux décennies 1970 et 1980 ? Les enquêtes nationales fournissent des indications et montre que les poches du travail féminin se concentrent dans certaines branches et secteur.

L'évolution montre que c'est dans l'industrie que la régression du salariat est la plus forte. Même si la tendance est souvent en dents de scie. En 2000, *42% du total de la main d'œuvre industrielle* est employée dans le secteur textile cuir. Les femmes sont fortement concentrées dans ce secteur, avec 69% de l'ensemble des femmes salariées dans l'industrie (voir annexe 5). La sous branche (habillement confection) accapare la majorité de celles-ci. En 2000, 87% de la main-d'œuvre totale travaillant dans cette sous-branche sont des femmes.

La main d'œuvre féminine dans le textile confection est mobilisée sous forme d'une main-d'œuvre occasionnelle et saisonnière fonctionnant selon les aléas des marchés extérieurs. Dans ce même secteur, les femmes sont concentrées dans des emplois à faible qualification, comparativement aux autres secteurs. L'offre d'emploi réservée par des branches textile-confection et la spécialisation de ces branches en emploi féminin a été l'un des facteurs l'accroissement du taux d'activité des femmes au cours des dernières décennies. Le revers de cette forte concentration dans les branches en question, rend l'emploi des femmes plus vulnérable aux crises conjoncturelles.

Les années 90 restent toutefois marqués par une baisse du salariat stabilisé dans l'industrie et un gonflement des activités de services où la main-d'œuvre féminine reste souvent confiné notamment dans sa composante services d'entretien (domestiques,

travaux ménagers), mais parallèlement, les femmes sont aussi fortement mobilisées dans des branches faisant appel à une main-d'œuvre jeune et peu qualifiée comme ceci est le cas dans le textile confection<sup>11</sup>.

*C'est en effet, dans les activités de commerce et de services, que la réallocation des effectifs s'effectue. Les services constituent le déversoir par excellence et le lieu d'insertion des femmes sur le marché du travail. Ce sont les catégories les plus déqualifiées des femmes qui sont affectées et cette précarité du type d'emploi occupé tend à s'accroître. En 1990, alors que 20.6% des emplois féminins sont canalisés par les services domestiques, ils ne comptent que pour 3.1% chez les hommes<sup>12</sup>.*

Néanmoins, la poussée la plus spectaculaire s'est réalisée dans les activités de commerce où les effectifs ont augmenté de 80% et, relativement aux hommes, les femmes y sont sur représentées. Si donc l'accès des femmes au travail s'est accru, il reste largement circonscrit à la fois dans les emplois les plus bas de la hiérarchie professionnelle et les secteurs les plus informels.

## 5 Les femmes dans l'informel

Il est reconnu qu'à l'exception des pays d'Amérique latine, il y a proportionnellement plus de femmes que d'hommes, dans la plupart des pays en développement, qui travaillent dans le secteur informel. De nombreuses statistiques montrent aussi que l'emploi des femmes à l'intérieur du secteur informel est plus élevé que dans le secteur formel<sup>13</sup> y compris dans les pays où ce dernier est relativement important. En Corée du Sud, 43% de la main d'œuvre féminine trouve une occupation dans ce secteur et, en Indonésie la proportion est de 79%, en Gambie 83%. ( Voir annexe 1 ).

En Afrique, ce secteur emploie plus d'un tiers des femmes, occupées dans des activités non agricoles : Conséquence de l'urbanisation, de la dégradation des revenus des ménages et de l'impuissance du secteur formel à absorber le surplus de main d'œuvre, les activités informelles sont considérées comme un recours pour se procurer du travail et des revenus hors du circuit officiel pour les migrants, les rejetés du système scolaire, les femmes ; Ainsi, le petit commerce de rue, les services (à domicile, petite restauration...) et les activités de petite production au sein de micro-entreprises ou à domicile (broderie, petite confection...) mobilisent nombre de femmes et de fillettes dans la sphère urbaine sur la base d'emploi indépendant ou familial, de qualifications acquises sur le tas, à partir de salaires irréguliers et souvent en l'absence de protection sociale et de législation de travail. Ajoutons que les coûts sociaux des politiques macro-économiques de stabilisation menées au cours des années 1980-90 ont affecté d'abord les femmes qui compte tenu de la ségrégation dans l'emploi qui caractérise le secteur formel, ont plus pâti des licenciements opérés. Certaines d'entre elles ont dû se replier sur le secteur informel, se contentant d'emplois précaires mal rémunérés. D'autres ont gardé un pied dans le secteur formel et un autre dans l'informel développant ainsi la *pluri-activité*. Souvent, le chômage des femmes s'accompagne d'insertion dans les activités à domicile informelle. La mobilité du

<sup>11</sup> Notamment dans le secteur industriel où leur proportion est passé de 46.5% à 50. % de 1982 à 1990, avec une forte concentration dans l'agroalimentaire et plus encore dans le textile

<sup>12</sup> Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages, 1990-91.

<sup>13</sup> United Nations (1999)

salariat vers de telles activités se fait d'autant plus aisément qu'elle s'effectue vers des branches n'exigeant la plupart du temps aucun capital ni qualifications particulières: tout au plus un petit métier, une machine à coudre et l'installation à domicile assurent la reconversion, renforçant de la sorte la strate de l'informel la moins créatrice de revenus et d'emplois

Au Maroc, il serait illusoire de vouloir évaluer les activités des femmes dans le secteur informel, pour nombre de raisons: il s'agit des femmes dans les activités informelles qui se heurtent elles-même au problème d'évaluation qu'elles soient exercées par des hommes ou par des femmes. A ceci s'ajoute le fait qu'au Maroc, les statistiques de la main d'œuvre ont été conçues principalement pour recueillir des données sur les activités économiques rémunérées et formelles dont sont soustraite la grande majorité des femmes<sup>14</sup>. Ceci dit la part des activités informelles dans l'emploi total en milieu urbain est estimé à 56.9% en 1982. Mais celui-ci semble s'être consolidé au cours des années 80 et 90 puisque « sur 600.000 emplois nouveaux créés dans les villes entre 1986 et 1990, environ les trois-dixièmes concernent les travailleurs salariés ; le reste revient, dans une large mesure à l'expansion du secteur informel »<sup>15</sup>.

Les activités de production à forte présence féminines sont généralement celles du textile (le travail des tapis, de la broderie et couture à domicile, etc.) et de l'habillement (couture traditionnelle). Dans les branches de services, le poids des micro-entreprises dirigées par les personnes de sexe féminin est près de 3%. Cette proportion tombe à 1% dans le secteur du commerce.

Par secteurs d'activité, les femmes sont relativement nombreuses au sein des micro-entreprises opérant dans les services avec 49% que dans celles du commerce qui n'attirent que 28% des femmes et l'industrie (23%).

Dans le petit commerce, c'est essentiellement dans le négoce d'articles de contrebande, de tissu, de produits alimentaires, qu'elles sont le plus présentes. Ces activités sont concentrées surtout dans la zone du Nord ( Tétouan, Tanger, Ksar El Kébir) .

## **6 L'accès à l'emploi; logiques sociales**

Pour les femmes, les mécanismes d'insertion dans le marché du travail ne sont pas toujours, la résultante de décisions individuelles. Ils s'inscrivent dans le cadre de stratégies familiales plus complexes d'acquisition des revenus et des qualifications. Face à la crise de l'emploi et à la régression des niveaux de vie, des stratégies sont adoptées par les groupes vulnérables parmi les ménages pour endiguer partiellement les effets de la chute des revenus. C'est souvent par la mobilisation et l'intensification du travail de la main d'œuvre familiale que s'opère le repli. Le recours à la main d'œuvre familiale se fait soit auprès des femmes ou/ et des enfants peu rémunérés. Dans ces cas, l'insertion dans l'activité et l'accès au marché du travail répondent moins à un choix voulu de l'activité elle-même, en raison des avantages que celle-ci procure, ( en terme de revenus) qu'une insertion qui répond à une contrainte familiale. 79% des femmes dans le milieu urbain relient leur première insertion dans l'activité à des stratégies familiale contraintes par la

<sup>14</sup> Il est d'ailleurs significatif que les enquêtes sur le secteur informel localisé (1988 et 1998) ont exclu de leur champ d'investigation la composante genre Ajoutons également que le champs de l'enquête de 1988 et de 1998 sur les entreprises non structurées ont écarté toutes les deux une part importante du secteur informel que sont les travailleurs à domicile dont la dominante est composée par les femmes.

<sup>15</sup> " Banque Mondiale (1993) op. cit.

recherche de complément de revenu, liées à des "conditions difficiles», alors que moins nombreuses sont celles qui invoquent la fin des études ou de la formation ou l'atteinte de l'âge d'activité<sup>16</sup>.

*Le recrutement.* Les mécanismes de recrutement des femmes, (en particulier celles qui sont mobilisées sous le statut d'aides familiaux et des apprentis, dans certaines situations les salariées, et d'une manière générale dans le secteur informel), relèvent moins de la logique marchande que de mécanismes de recrutement hors marché. Ils s'appuient sur des contacts personnels des appartenances familiales ou de groupe qui utilisent des normes et des valeurs sociales concrètes. Nombre de travaux ont montré que le rôle des institutions formelles (bureaux de placement) est insignifiant même dans les structures formelles.

En conséquence, le marché du travail est régulé par des logiques sociales. Les femmes sont insérées dans des réseaux complexes. Les rapports sociaux sont certes associés à une structure économique, mais aussi à de multiples règles et organisations non marchandes. Des règles sociales, des normes, des codifications, des institutions des réseaux non marchands liés à de stratégies de groupes interviennent dans la structuration du marché du travail. Dès lors, ces derniers, en tant qu'institution autorégulée et qui soumettrait à sa logique les différentes sphères de la société n'a pas d'existence concrète. Il s'ensuit que la catégorie de marché du travail est impropre puisque l'économique dans cette situation reste "enchâssé" dans le social et l'institutionnel. (Au sens de K.POLANYI. Les processus d'engagement dans la marché du travail ou dans l'activité (modalité de mobilisation et d'allocation des actifs...) obéissent à des logiques économiques mais aussi à des logiques hors marché. Les rapports de travail revêtent ainsi diverses caractéristiques sociales et institutionnelles auxquelles ils sont associés et que la notion de marché du travail, autonome, homogène et segmenté ne peut épuiser.

### **Conclusion: marché du travail et pauvreté**

La situation des femmes indique qu'elles représentent au Maroc le tiers du salariat pauvre, occupent des emplois précaires, et ne bénéficient, dans de nombreux cas, d'aucune couverture sociale.

La féminisation de plus en plus poussée de la population active est certes liée à l'évolution du mode de développement et des choix économiques suivis, qui tendent à mobiliser ce type de main-d'œuvre, mais elle s'explique aussi pour certaines catégories par l'accentuation de la pauvreté. La mise au travail des femmes comme corollaire de la pauvreté peut être apprécié à plusieurs niveaux : L'influence de statuts précaire sur les revenus, la plus forte présence des femmes à emploi vulnérables dans les ménages les plus pauvres et l'importance de l'activité des femmes dans les ménages les plus pauvres relativement aux autres catégories.

La progression de l'activité des femmes sous des statuts vulnérables d'emploi est révélatrice de la montée de la pauvreté parmi les actives sur le marché du travail

---

<sup>16</sup> Condition Socio-économique de la femme au Maroc. Enquête Nationale sur le Budget temps des femmes 1997/ 98, Rapport de synthèse. Direction de la Statistique

notamment en raison de l'influence que ces statuts exercent sur le niveau de vie des ménages. Sans limiter la pauvreté à la seule dimension des revenus, les dysfonctionnements du marché du travail exercent une influence sur celle-ci. Les données de l'Enquête Nationale sur les Niveaux de Vie des Ménages confirment cette corrélation entre pauvreté et certains modes d'emploi. Les statuts d'emploi vulnérables sont fortement représentés dans les ménages pauvres: Les travailleurs indépendants, à domicile, les aides familiaux et les apprentis sont plus localisés dans les ménages pauvres (quintile 1 des dépenses) que parmi les 20% les plus favorisés. Les proportions sont respectivement de 36.6%, 2.7%, 10.7% et 6.1% au sein des 20% des ménages les plus pauvres contre 13.6%, 1%, 5.8% et 1,8% dans le quintile supérieur des classes de dépenses.<sup>17</sup> En revanche le salariat féminin suit le mouvement inverse puisqu'il est plus largement dominant dans le quintile supérieur (73%) que parmi les pauvres (42.6%). En outre, le salariat dont il est question dans les classes pauvres ne doit pas faire illusion dans la mesure où il s'agit essentiellement d'ouvrières, de personnel de commerce et de travailleuses dans les services. Les professions se situant au sommet de la hiérarchie professionnelle (administration et profession scientifiques et libérales) sont quasiment inaccessibles aux 20% les plus pauvres.

Mais au-delà, la mise au travail des femmes comme corollaire de leur pauvreté sur le marché du travail peut être apprécié à d'autres niveaux: l'importance de l'activité des femmes dans les ménages les plus pauvres et la montée sans précédent des femmes chefs de ménages au cours des dernières années .

---

<sup>17</sup> Enquête Nationales sur les niveaux de vie des ménages 1990- 91, Rapport de synthèse, p. 69.

## BIBLIOGRAPHIE

Banque Mondiale , 1993, *Poverty, Adjustment, & growth, Kingdom of Morocco*, July

BIT. 1986, *Population active 1950-2025*. Genève.

Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques, 1998 *Genre et développement : Aspects socio-démographiques et culturels de la différenciation sexuelle*, Rabat.

Centre d'Études et de Recherches Démographiques, 1997, *Population, environnement et pauvreté*, Symposium international. Rabat 28-29 octobre.

Cheng, L. (2000), « La mondialisation et le travail des femmes, l'exemple de l'Asie », L'économie du côté des femmes, *Problèmes Économiques*, n°2655, 8mars 2000.

Direction de la Statistique 1997/ 98 : *Condition Socio-économique de la femme au Maroc. Enquête Nationale sur le Budget temps des femmes*, Rapport de synthèse, Rabat.

Direction de la Statistique, *Annuaire Statistique du Maroc*, Rabat. (Annuel) .

Direction de la Statistique, 2000, *Éducation, formation et opportunités d'emploi*, Rabat.

Direction De La Statistique, 1988, *Enquête Nationale sur les entreprises non structurées localisées (Milieu Urbain)*, Rabat.

Direction De La Statistique, 1998, *Activités emploi et chômage, Rapport de synthèse*, Rabat.

Direction de la Statistique, Ministère du plan, *Enquête sur l'emploi urbain* (annuelle) de 1976 à 1982, Rabat.

Lourdes B (1999). Le travail non rémunéré : le débat n'est pas clos, *RIT vol 138* 1999 n° 3.

Maruani, M. (2000), *travail et emploi des femmes*, collection repères, la Découverte.

L'activité économique de la femme ; un panorama théorique. P.E n°2537 septembre 1997

Ministère du Plan, *Population active urbaine* (annuelle) de 1986 à 1999. Rabat.

Direction de la Statistique, *Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH)* caractéristiques socio-économiques de la population : de 1994, 1982, 1971. Rabat.

Direction de la Statistique, 1992, *Enquête Nationales sur les Niveaux de Vie des Ménages 1990- 91 Rapport de synthèse*, Rabat.

Hirata, H. "Restructuration industrielle et division sexuelle du travail," *Revue Tiers-Monde*, n. 154, avril juin 1998, t XXXIX

Lachaud, JP. (Sous la direction) *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique Subsaharienne : Analyse comparative*, Institut International d'Études sociales, Genève, 199.

Lallement, M., "Travail à domicile et marges du salariat", *Économies et Sociétés*, série économie du travail, n°16, avril 1990.

Mejjati, Alami, R., 1994, *Dynamique des activités informelles au Maroc : Mode de développement, rationalités et réseaux*. Thèse de doctorat d'Etat en économie. Faculté de Droit et d'économie, Fès.

Mejjati, Alami, R. 1999 « Dynamique du Marché du travail et le « post-Ajustement » au Maroc ». *Cahiers de L'UEPA*, Durban Afrique du sud.

Morisson, C. and al, 1994, *Micro entreprise et cadre institutionnel dans les pays en développement*, OCDE, Paris.

M'rabet, M., (1984 ) « *L'emploi au Maroc : sources d'information, niveaux, structures et difficultés d'approches* ». Séminaire sur les statistiques de l'emploi et du secteur non structuré. Rabat.

Nations Unis, 1986. *Population des trois pays du Maghreb: 1985-2025*

Plan d'intégration de la femme au développement.

United Nations, 1999, *Word Survey on the role of women in development, Globalisation, Gender and Work*, New York.

### Annexes

Tableau 1 : Main-d'œuvre du secteur informel en zone urbaine (échantillon de pays)

Pays (année)	Pourcentage de l'emploi total		
	Total	Homm es	Femmes
Afrique du Sud (1995)	17	11	26
Bolivie (1996)	57	53	62
Chili (1997)	30	32	27
Colombie (1996)	53	54	53
Côte d'Ivoire (1996)	53	37	73
Equateur (1997)	40	39	42
Ethiopie (1996)	33	19	53
Gambie (1993)	72	66	83
Madagascar (1994)	43	43	43
Mexique (1996)	35	36	34
Ouganda (1993)	84	68	81
Pérou (1996)	51	50	52
Philippines (1995)	17	16	19
Rép.-Unie de Tanzanie (1995)	67	60	85

Source: Contribution du BIT à l'enquête mondiale de 1999 sur le rôle des femmes dans le développement (en anglais, à paraître).

Tableau 2 : Taux de chômage selon le sexe l'âge et le diplôme :2001(milieu urbain)

	Masculin	Féminin	Ensemble
Taux de chômage %	18,0		
<b>Selon l'âge</b>			
15 à 24	35,4	35,8	35,5
25 à 34	25,8	34,2	28,0
35 à 44	8,6	11,2	9,2

45 ans et plus	3,3	4,8	3,5
<b>Selon le niveau de diplôme</b>			
Sans diplôme	11,7	12,5	
Niveau moyen	25,8	31,9	
Niveau supérieur	21,8	35,0	

Activité, emploi et chômage 2001 : direction de la statistique. P. 31

Tableau 3 : Emplois créés selon la situation dans la profession

	1991	1992	emplois créés au cours de la période(%)	emplois créés 1996-1997
Indépendants	593.582	687.285	+99,3	8,1
salariés	2.098.831	2.089831	-9,5	+6,5
Travailleurs à domicile	200.747	159.300	-43,9	+2,5
Employeurs	131.074	150.146	+20,2	+12,4
aides familiaux	145.844	147.667	+1,9	
Apprentis	107.733	131.466	+25,1	-10,8
membres d'une co-opérative	117.974	125.572	+8,1	-
Non déclarés			-1,1	-76,1

Source : Direction de la Statistique

Tableau 3 : Emploi selon le statut professionnel (en %)

Statut professionnel	Masculin	Féminin	Ensemble
Salariés	46,7	29,5	41,0
indépendants	27,6	15,3	23,6
Employeurs	4,6	0,8	3,3
travailleuse. domicile	0,3	9,2	3,2
Aide familiales	16,9	41,7	25,1
Autres	3,9	3,5	3,8
Total	100,0	100,0	100,0

Source: CERED. enquête nationale sur la famille 1995

Tableau 4: structure de la population active occupée selon le statut professionnel, le sexe (en %). 2001

Statut professionnel	Masculin	Féminin	Ensemble
Salariés	39,9	32,4	38
indépendants	30,5	12,1	2,1
Employeurs	2,7	0,6	30,4
Aide familiales	22,4	53,5	3,2
apprentis	1,5	0,8	1,3
Associé ou membre d'une coopérative	2,9	0,5	2,3
Aure statut			
Total	100,0	100,0	100,0

Source: direction de la statistique p. 2001 16

Tableau 5 : Répartition de l'emploi féminin par grands secteurs en 2000

secteurs	Agro-alimentaire	Textile et cuir	Chimique et parachimique	Mécanique et métallurgique	Electrique & électronique	Total
Effectifs féminins	33944	143185	14970	8338	8155	208592
%	16%	<b>69%</b>	7%	4%	4%	100%

Les industries de transformations p.47